



2^{ÈMES} JOURNÉES INTERNATIONALES
DE SOCIOLOGIE
DE L'ÉNERGIE

LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES
À L'ÉPREUVE DES TRANSITIONS
ÉNERGÉTIQUES



APPEL
À COMMUNICATIONS

1 / 3 JUILLET 2015
Université François-Rabelais
Tours / France

www.socio-energie2015.fr



LES SOCIÉTÉS
CONTEMPORAINES
À L'ÉPREUVE
DES TRANSITIONS
ÉNERGÉTIQUES

Les deuxièmes Journées Internationales de Sociologie de l'Énergie qui se tiendront à Tours, du 1er au 3 juillet 2015 (JISE 2015), sont organisées par l'UMR CNRS CITERES et le CETU ETIcS de l'Université François-Rabelais de Tours, soutenus par les CR 16, 23 et 32 de l'AISLF (Association Internationale des Sociologues de Langue Française), le RT1 de l'AFS (Association Française de Sociologie), ainsi que par l'INSIS (Institut National des Sciences de l'Ingénierie et des Systèmes) et la Cellule Énergie du CNRS. Elles visent à réunir des chercheurs en sciences sociales dont les travaux contribuent à la connaissance des phénomènes sociaux liés à l'énergie, qu'il s'agisse de sociologues travaillant cette thématique à partir de leurs champs disciplinaires respectifs, de chercheurs qui utilisent les approches et/ou les méthodologie de la sociologie pour étudier spécifiquement l'objet énergie, ou encore de professionnels qui s'interrogent sur l'aspect social de l'énergie au travers d'une démarche réflexive. Le colloque fera aussi une place particulière aux jeunes chercheurs, ainsi qu'aux doctorants qui sont invités à présenter leurs recherches en cours ou achevées.

L'angle proposé pour articuler ces contributions est celui du processus de changement socio-énergétique à l'œuvre aujourd'hui, désigné depuis quelques années dans le débat public sous le vocable de « transition énergétique ». Dans le cadre de ces journées, nous préférons employer le pluriel afin d'insister sur la diversité des conceptions du changement, voire la conflictualité d'un processus qui met en jeu de très nombreuses catégories d'acteurs, des contextes, des marchés et des enjeux multiples. Il s'agira d'une part, de mettre en lumière la manière dont les sociétés contemporaines sont transformées à toutes les échelles (quotidienne, organisationnelle et politique) par les injonctions de changement en matière d'énergie, et d'autre part, comment les pratiques et les mobilisations des acteurs interrogent et font émerger des alternatives aux projets de transition énergétique tels qu'ils sont conçus par les décideurs.

Les recherches en sociologie suscitent désormais de très fortes attentes compte tenu des impasses émanant d'une vision exclusivement technico-économique des ressorts du changement. Au-delà de l'objectif purement scientifique de cette manifestation, il s'agit également de donner à voir les thématiques et les résultats des recherches aux porteurs d'une demande de connaissances sociales relatives aux enjeux sociaux de l'énergie. L'intention est de susciter des rencontres entre les chercheurs et les acteurs, afin de favoriser l'interpellation croisée des problématiques scientifiques et des dilemmes de l'action.

AXES THÉMATIQUES

MÉTHODOLOGIE / PROSPECTIVE / RÉFLEXIVITÉ

Ces dernières années ont été celles d'une forte sollicitation des sciences humaines et sociales, notamment la sociologie, pour éclairer les enjeux de l'énergie. Les interpellations dont font l'objet les chercheurs issus de ces disciplines interrogent les conditions de production d'une connaissance « sociale » mais également celles de production et de mobilisation des outils et des méthodes. À travers cet axe thématique, nous nous demanderons si la sociologie de l'énergie constitue une problématique et un champ spécifiques, avec des méthodologies singulières à même d'unifier des questionnements autour de ses champs de recherche. L'énergie peut-elle être un objet d'étude à part entière pour la sociologie, ou demande-t-elle à être appréhendée au sein d'une configuration plus vaste, comme une dimension transversale de processus sociaux multiples ? Comment les spécificités de l'objet énergie conduisent-elles à faire évoluer les techniques classiques de recueil des données et à en inventer de nouvelles ?

La question des échelles de questionnements et méthodologiques pourra également faire l'objet de communications. Comment articuler les approches micro, qui mettent en lumière les initiatives individuelles ou à l'échelle de collectifs restreints, et celles plus macro qui soulignent le poids de structures sociotechniques ? Dans un secteur de l'énergie qui a, jusqu'à présent, fortement mobilisé les approches techniques, les interactions entre les SHS et les sciences de l'ingénieur peuvent-elles conduire à un renouvellement du regard sur l'énergie et des pratiques de recherche ?

Pour les sociologues, il s'agit notamment d'évaluer la capacité à répondre aux demandes croissantes des acteurs de l'énergie, notamment des industriels et des bureaux d'études techniques, mais aussi de l'action publique, en termes de savoirs et de connaissances sociologiques susceptibles d'orienter leurs stratégies. Quelle est la nature de la demande de sociologie dans le champ de l'énergie ? Quelles postures les sociologues, individuellement et collectivement, peuvent-ils adopter face à ces attentes ? Quels sont les outils dont ils pourraient disposer ? La sociologie doit-elle s'emparer de ces demandes, répondre aux attentes à son égard ou bien doit-elle s'en tenir à une position d'observation distanciée ? On ne peut sans doute pas faire l'économie d'une réflexion sur la manière dont la question énergétique travaille le champ sociologique en regard des relations aux autres offres de compétences qui peuvent être vécues sur le mode de la concurrence.

AXES THÉMATIQUES

POLITIQUES PUBLIQUES ET TERRITOIRES

Les systèmes énergétiques appelés à se réformer trouvent, à l'échelon territorial, une perspective nouvelle pour atteindre les objectifs d'efficacité énergétique, de décarbonisation de l'approvisionnement et de la conversion des usages vers davantage de sobriété. De fait, nous assistons, en France et ailleurs en Europe, à une mise à l'agenda local de l'enjeu énergétique : les territoires s'emparent de nouvelles compétences et s'approprient les instruments pour aller dans ce sens (ELD, réseaux d'énergie, SEM, etc). Encore souvent perçus comme une contrainte plutôt que comme une opportunité de renouvellement, de création d'une nouvelle attractivité ou de redynamisation d'un tissu local, les processus en cours soulèvent malgré tout un intérêt grandissant et laissent présager de nouvelles initiatives dans l'action publique.

Cette thématique sera l'occasion de s'interroger sur les manières dont les collectivités font de la question énergétique un enjeu politique pour leur territoire, de caractériser cette mise à l'agenda et les actions qui en découlent. On s'intéressera, en autres, aux politiques de production décentralisée d'énergie et à leurs formes plus ou moins participatives, ainsi qu'aux logiques de développement des réseaux « intelligents » qui se déploient sur de nombreux territoires. Il nous faudra également faire appel à la comparaison européenne et internationale pour comprendre les processus en cours, au-delà des problématiques locales.

La territorialisation de la transition énergétique réinterroge globalement les politiques nationales, en ce sens que l'idée d'un modèle unique de transition des territoires est largement remise en cause. Le défi tient plutôt à ce que les territoires s'engagent dans leur propre modèle et cherchent à l'articuler avec les objectifs fixés aux niveaux national et européen. Quelles sont donc les différenciations territoriales observables (choix de mix, économie circulaire, mobilisation des acteurs locaux) ? Ce qui est en jeu ici, ce sont les imaginaires sociaux et politiques de l'énergie : la souveraineté et l'autarcie énergétiques, la solidarité et la mutualisation des énergies, l'autoconsommation, le peer to peer... Il serait également opportun de se pencher sur le fait que la compétition territoriale qui voit le jour est susceptible de faire apparaître des reconfigurations de compétences, et qu'il y aura donc parmi les échelons de l'action publique (régions, départements, intercommunalité, communes, urbain, rural, etc) des gagnants mais aussi des perdants.

AXES THÉMATIQUES

BÂTIMENTS ET MODES D'HABITER

Les bâtiments résidentiels et tertiaires représentent, en France, plus de 40 % de la consommation d'énergie finale, ce qui fait de ce secteur une cible privilégiée des politiques publiques. Les injonctions au changement se multiplient et pèsent à la fois sur les professionnels du bâtiment (de la conception à la mise en œuvre) et sur les occupants. Les premiers sont invités à trouver des solutions innovantes en matière de construction et de rénovation, les seconds sont sommés de réformer leurs comportements quotidiens vers plus de sobriété, voire d'adapter leurs modes de vie aux systèmes techniques qui leur sont imposés et d'adhérer aux enjeux de la transition énergétique. L'aménagement du territoire est également interpellé à l'échelle des quartiers et/ou des îlots, des villes et des métropoles.

La plupart des problématiques, qui pour certaines d'entre-elles commencent tout juste à être travaillées par les sciences humaines, se situent au croisement des thématiques techniques et sociales. Toutes les contributions sont les bienvenues, mais on pourra, entre autres, s'interroger sur le rôle des différents acteurs dans les processus de conception, de production et de maintenance de bâtiments considérés comme efficaces d'un point de vue énergétique, y compris dans les processus engageant des formes alternatives de coopérations entre maître d'œuvre, maître d'ouvrage et habitants.

On pourra également s'intéresser à ce que les injonctions de sobriété engagent du point de vue des modes d'organisations domestiques et des organisations professionnelles soumises à de nouvelles normes sociales et morales. On réservera une place significative aux communications qui interrogent la place du numérique dans cette thématique, ainsi qu'à celles qui explorent les idéologies et les représentations sociales relatives à ces nouveaux types de bâtiments, comme les contradictions qui peuvent s'instaurer avec d'autres dimensions (des modes de vie à la qualité de l'air intérieur des bâtiments, en passant par le traitement de la précarité énergétique et les modes de financement). Les contributions pourront porter sur les rapports entre conception architecturale et modes d'habiter, sur le ou les rôles assigné(s) à la technique, y compris aux technologies réflexives, dans la réalisation d'objectifs quantitatifs d'économie d'énergie et sur les apprentissages qui y sont nécessairement associés, sur les formes de prise en compte des occupants dans la conception et la modélisation énergétique.

AXES THÉMATIQUES

Les usagers étant le plus souvent placés en situation contrainte dans ces bâtiments éco-performants, nombre d'opérations se sont mises en place pour accompagner leur prise en mains. Qu'il s'agisse du logement ou bien des espaces de travail, des contributions relatives aux outils d'accompagnement au changement seront les bienvenues. Il pourra tout autant s'agir de campagnes de sensibilisation, de formes de coaching, de nudges ou du déploiement de « smart-meters » à destination d'habitants ou de collectifs d'occupants (bureaux, entreprises...), que de nouvelles formations à destination des professionnels intervenant en amont et sur les chantiers.

Enfin, on pourra questionner les conditions historiques et sociotechniques de production de notions telles que « performance énergétique » ou encore « efficacité énergétique ».

TRANSPORTS ET MOBILITÉ

Excepté dans les milieux « experts », la question de l'énergie n'est que rarement associée spontanément au secteur des transports. Pourtant, à la différence d'autres secteurs, dont la part dans les consommations totales d'énergie finale stagne (44,5 %, dans le bâtiment, soit +2 % entre 1973 et 2012) ou diminue (21 %, dans l'industrie, soit -15 % entre 1973 et 2012), celle du secteur des transports continue à croître fortement (32 %, soit +12 % sur la même période) (1). Si le domaine technologique reste très en pointe dans ce secteur, notamment à travers la conception de véhicules moins émetteurs d'émissions de CO₂, les réflexions liées aux aspects organisationnels des transports, aux pratiques de déplacements ou encore aux politiques incitatives en matière de mobilités alternatives s'invitent de plus en plus dans les débats en cours. Dans quelle mesure l'évolution des pratiques de mobilité constitue-t-elle un levier de réduction des consommations d'énergie ? A quelles conditions, les incitations à recourir à des solutions modales (transports collectifs, modes doux) ou organisationnelles (covoiturage) alternatives à la voiture individuelle sont-elles recevables par les publics visés, notamment les plus contraints en matière de déplacements ou de localisation géographique ? Se pose également la question de l'échelle et des modalités de mise en œuvre de politiques territoriales de déplacements moins énergivores. Quels sont les rôles et responsabilités des pouvoirs publics en la matière ? Des nouveaux services (auto/vélo libre-service, parkings-relais) aux leviers économiques et fiscaux (écotaxe, signal-prix...), les registres d'intervention sont multiples. Quelles

AXES THÉMATIQUES

incidences ont-ils sur les organisations humaines ? De même, au sein des entreprises, les politiques de réduction de l'impact écologique et énergétique passent aussi par des incitations aux alternatives modales, inscrites dans les plans de déplacement (PDE). Comment ces politiques sont-elles conçues et mises en œuvre dans les entreprises, et perçues par des acteurs sociaux qui ne sont plus uniquement interpellés en tant que citoyens, mais aussi en tant que salariés pour agir dans le sens d'une réduction de leurs consommations d'énergie et, plus globalement, d'une réforme de leurs pratiques, individuelles et collectives ? Dans les situations de précarité énergétique, les problématiques logement et déplacement sont fortement imbriquées. Où en est-on des réflexions sur les arbitrages opérés par les ménages concernés entre logement et transport ? Comment, dans l'analyse, faire la part entre la mobilité contrainte et la mobilité choisie ? Dans quelle mesure les injonctions à l'altéromobilité ont-elles une pertinence pour les publics en précarité énergétique ?

(1) Chiffres clés de l'énergie, Repères, Service de l'observation et des statistiques, Commissariat Général au développement Durable, février 2014).

SOCIO-ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

Les problématiques énergétiques donnent lieu à de multiples débats sur les leviers à actionner pour amener à des transformations durables des pratiques et des modes de vie. Parmi ces leviers, le levier économique est régulièrement mis en avant comme l'un des plus incitatifs, voire celui auquel les acteurs sociaux sont le plus sensibles. C'est notamment le cas des incitations tarifaires, des écotaxes ou encore de l'envoi de signaux-prix. Dans quelle mesure ces décisions mais aussi la perception du prix de l'énergie et de ses variations possibles impactent-elles les pratiques quotidiennes et les décisions des acteurs ? Se pose entre autres questions, celle des marges de manœuvre pour réformer les pratiques d'acteurs diversement et inégalement dotés de ressources pour faire face aux injonctions au changement. Les décisions tarifaires pouvant placer une partie des acteurs dans des situations complexes, comment cerner le phénomène de la précarité énergétique, au-delà des indicateurs quantitatifs (taux d'effort) ?

De leur côté, les industriels de l'énergie intègrent de plus en plus l'occupant dans leurs stratégies d'innovation, et ce au-delà de la seule dimension technique, en tentant d'adapter leurs modèles d'affaires à l'injonction

AXES THÉMATIQUES

de réduction des consommations d'énergie. Comment les « comportements » sont-ils intégrés aux innovations techniques et commerciales visant la réduction des consommations d'énergie ? Comment ces enjeux, inscrits dans une nouvelle donne énergétique, retravaillent-ils les collaborations et les « rapports de forces » entre services au sein des entreprises (entre R&D et marketing, service commercial...) ? Comment contribuent-ils à l'émergence de nouveaux acteurs économiques et à la recomposition des modes de création de valeurs ? A d'autres échelles, quels sont les enjeux et les intérêts en présence dans la mise en place de nouvelles infrastructures énergétiques à un niveau local ou plus large (boucle énergétique, borne de recharge, méthanisation...)?

TRAVAIL ET GROUPES PROFESSIONNELS

Le travail est consommateur d'énergie, soit au titre de la production des biens et services, soit à celui des transports, mais c'est aussi par le travail de professionnels, des plus prestigieux aux plus humbles, que les sources d'énergie fonctionnent et sont mises en valeur. L'approche des enjeux sociaux de l'énergie par le prisme des groupes professionnels conduit à voir les métiers et activités professionnelles comme un système d'interdépendances dans lequel les changements dans une profession impliquent des conséquences dans d'autres métiers. Les enjeux énergétiques, notamment en raison de l'augmentation des coûts, apparaissent ainsi comme un immense défi pour le « système des professions », des identités de métiers à la structuration des organisations professionnelles. Certains métiers nouveaux émergent déjà, dans les activités de conseil et d'expertise, dans la fabrication, l'installation, l'entretien de dispositifs d'économie d'énergie ou d'usage d'énergies renouvelables. D'autres seront amenés à modifier leur champ d'intervention et à développer de nouveaux procédés, de nouveaux savoirs, à revoir leurs pratiques, certains se trouveront mis en difficulté et peut-être disparaîtront. Tous, à terme, sont concernés par la multiplication de directives, de normes, de contrôles ou d'injonctions de nature diverse, aussi bien en termes d'image à défendre dans l'opinion publique, que de valeurs structurant l'éthique professionnelle ou de conformité technique et juridique. Ces changements, porteurs d'opportunités pour les uns, de risques et d'obstacles pour d'autres, entraîneront des réaménagements dans les échelles de pouvoir et de prestige des professions, aussi bien que dans le jeu des concurrences sur le marché du travail ou des produits et services.

AXES THÉMATIQUES

Dès à présent, on peut s'interroger sur la manière dont les entreprises, les branches et organisations professionnelles se préparent à l'entrée en application de la norme ISO 50 001 et aux critères de management de l'énergie qu'elle impose de prendre en compte : quelles compétences exige son application, de quelle manière est-elle perçue, appropriée, contournée par les groupes professionnels ?

De manière plus large, la recomposition des métiers, des savoirs professionnels, des pratiques et des formations, des identités professionnelles, des relations entre professions ou segments professionnels est au cœur des thématiques de ces Journées Internationales de Sociologie de l'Énergie.

ENGAGEMENT / MOBILISATION / CONCERTATION/ EMPOWERMENT

Les enjeux énergétiques, et plus précisément les actions à entreprendre et les mesures à mettre en œuvre en matière de politique énergétique et de préservation des ressources naturelles des territoires, sont au cœur de nombreux débats, suscitent des controverses, parfois des conflits entre les protagonistes. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à se mobiliser et s'impliquer dans les discussions, les concertations pour orienter certaines décisions. Quel est le poids effectif des collectifs militants, plus ou moins structurés, par rapport aux acteurs du système marchand (acteurs du monde économique, industriels, lobbyistes...), aux experts et aux acteurs politiques, dans les processus de changement socio-énergétique ? A côté des valeurs « écologiques », quelles sont celles qui soutiennent aujourd'hui l'engagement des individus dans les débats autour des transitions énergétiques ? De quelle manière et dans quelles conditions les porteurs de ces associations parviennent-ils à enrôler des individus qui ne maîtrisent pas nécessairement les enjeux ? Comment les groupes constitués s'organisent-ils pour accroître leur pouvoir d'action collective (empowerment), et jusqu'où ces actions défendent-elles un intérêt général ? Quel est le rôle de la concertation dans ces démarches ? Dans une logique de rapport de forces, dans certains cas de résistance ou de contrepouvoir clairement revendiqué et affiché, comment ces collectifs parviennent-ils à se rendre suffisamment audibles pour que les décideurs ne puissent faire autrement que les associer aux réflexions ? Et dans ce cas, quelle évaluation faire des modes d'élaboration des politiques publiques qui s'appuient sur cette participation des citoyens (Débat National sur la Transition Énergétique par exemple) ?

Se pose également la question de l'échelle pertinente de l'action collective et de la mobilisation, tant les profils des associations mobilisées sur les enjeux énergétiques sont variés. Entre l'association qui œuvre

AXES THÉMATIQUES

à la défense d'un patrimoine naturel ou d'une biodiversité au niveau local et l'association nationale qui souhaite peser sur les orientations politiques, les enjeux comme les moyens d'action divergent. A ce titre, la sociologie des mouvements sociaux peut être convoquée pour analyser les enjeux des mobilisations autour des transitions énergétiques. Nous nous intéresserons également ici aux actions collectives au sein des filières professionnelles plus directement impactées par les orientations en matière d'énergie. Selon quelles modalités, des professionnels parviennent-ils à se regrouper pour défendre des intérêts communs, et comment les articulent-ils avec les objectifs des politiques publiques ? Transversalement, se pose la question des liens à établir entre les débats sur la transition énergétique, les démarches scientifiques, les intérêts économiques et les engagements citoyens. Au travers de ces questions, se profilent celles, plus larges, du débat démocratique et des risques, avérés ou entrevus, de « confiscation » de ce débat.

ÉNERGIE ET ANTHROPOLOGIE VISUELLE

Sur le plan méthodologique, le colloque souhaite réserver une place particulière aux communications / productions scientifiques et documentaires relevant d'une démarche filmique et photographique. Dès lors qu'elles s'inscrivent dans l'un ou plusieurs des axes thématiques développés ci-dessus, les contributions pourront prendre la forme d'une exploitation problématisée d'un fonds photographique dans le cadre d'une démarche ethnographique ou d'une réalisation vidéo originale rendant compte d'un phénomène social touchant à l'objet énergie.

THÈME OUVERT

Le colloque se veut résolument ouvert à toutes les propositions entrant dans le champ de la sociologie de l'énergie, dont les limites ne sont pas stabilisées. De ce fait, les auteurs de sciences sociales qui ne se retrouveraient pas sur l'un des axes thématiques ci-dessus doivent se sentir libres de proposer une communication, dès lors que celle-ci possède un lien avec l'énergie. Les Journées Internationales de Sociologie de l'Énergie étant une manifestation scientifique, les contributions doivent néanmoins s'appuyer sur un travail de recherche, qu'il s'agisse d'une recherche « fondamentale », d'une recherche-action, d'une étude ou de toute démarche réflexive sur l'action.

MODALITÉS DE SOUMISSION

Cet appel à communication est ouvert aux chercheurs, doctorants, enseignants-chercheurs, ainsi qu'aux acteurs opérationnels et institutionnels. Les communications pourront se faire en français ou en anglais (service de traduction simultanée).

Les propositions de contributions n'excéderont pas une page (3000 signes, espaces compris).

Les propositions devront mentionner dans l'ordre suivant :

- Le nom et le prénom du communicant ou des communicants, ainsi que la structure de rattachement (institution, entreprise, etc.).
- Le titre de la communication
- 5 mots clés
- L'axe ou les axes concernés
- Le résumé de la communication
- Une brève biographie (avec le cas échéant référence d'une ou deux publications)

Il est demandé d'utiliser la police Arial en 12 points (interlignes simples) et de fournir le texte sous forme de deux fichiers, l'un au format word, l'autre au format PDF, qui seront nommés par le nom de famille du 1^{er} auteur.

Les communicants doivent impérativement fournir une version française **et** une version anglaise.

Les propositions seront envoyées avant le 15 novembre 2014 à : jise@univ-tours.fr

Les auteurs seront informés de l'avis du comité scientifique dans la deuxième quinzaine de décembre 2014.

Afin de préparer au mieux les tables rondes et les ateliers, les auteurs retenus devront adresser le texte de leur communication avant le 31 mai 2015. Les interventions seront enregistrées ou filmées et seront susceptibles d'être diffusées sur le site Internet dédié aux JISE 2015.

COMITÉ D'ORGANISATION

Christèle ASSEGOND, Céline ASSEGOND, Jean-Philippe FOUQUET (CETU ETIcS, Université François-Rabelais, Tours)

Bernard BURON, Lydia SEABRA-KERMOAL, Françoise SITNIKOFF (UMR CNRS 7324 CITERES, Université François-Rabelais de Tours).

Christophe BESLAY (Bureau d'Études Sociologiques BESCOB, Toulouse), **Gaëtan BRISEPIERRE** (Bureau d'Étude GBS, Paris), **Dominique DESJEUX** (UMR CNRS 196 CEPED, Université Paris Descartes), **Émilie FAIRIER** (doctorante, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), **Charles GADÉA** (UMR CNRS 8533 IDHES, Université Nanterre, Paris X), **Hélène SUBRÉMON** (UMR CNRS 8134 LATTs, École des Pont Paris Tech), **Marie-Christine ZÉLEM** (UMR CNRS 5044, CERTOP).

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Nadjma AHAMADA (CRIGEN, GDF SUEZ), **Christèle ASSEGOND** (CETU ETIcS, Université François-Rabelais de Tours), **Françoise BARTIAUX** (Centre de recherche en démographie et sociétés, Université de Louvains-la-Neuve, Belgique), **Christophe BESLAY** (Bureau d'Études Sociologiques BESCOB, Toulouse), **Jérôme BOISSONNADE** (UMR CNRS 7218 Lavue), **Gaëtan BRISEPIERRE** (Bureau d'Étude GBS, Paris), **Bernard BURON** (UMR CNRS 7324 CITERES, Université François-Rabelais, Tours) **Gérald BRONNER** (UMR CNRS 8236 LIED, Université Paris Diderot Paris 7), **Christophe DEMAZIÈRE** (UMR CNRS 7324 CITERES, Université François-Rabelais de Tours), **Dominique DESJEUX** (UMR CNRS 196 CEPED, Université Paris Descartes), **Jean-Philippe FOUQUET** (CETU ETIcS, Université François-Rabelais de Tours), **Charles GADÉA** (UMR CNRS 8533 IDHES, Université Nanterre, Paris X), **Mathilde GRALEPOIS** (UMR CNRS 7324 CITERES, Université François-Rabelais de Tours), **Alain GRAS** (CETCOPRA, Université Paris I penthéon-Sorbonne), **Karin GROSSMANN** (Centre de recherche sur l'environnement Helmholtz, Leipzig, Allemagne), **Simon GUY** (School of Environment, Education and Development, Université de Manchester, Angleterre), **Pauline LAVAGNE D'ORTIGUE** (Département Recherche, Saint-Gobain), **François MÉNARD** (PUCA), **Nadine MICHAU** (UMR CNRS 7324 CITERES, Université François-Rabelais de Tours), **Chris PICKVANCE** (Université de Kent, Canterbury, Angleterre), **Françoise SITNIKOFF** (UMR CNRS 7324 CITERES, Université François-Rabelais de Tours), **Hélène SUBRÉMON** (UMR CNRS 8134 LATTs, École des Pont Paris Tech), **Gordon WALKER** (Centre DEMAND, Université de Lancaster, Angleterre), **Marie-Christine ZÉLEM** (UMR CNRS 5044 CERTOP).

APPEL À PUBLICATIONS

Une publication sous forme d'ouvrage est prévue à l'issue des JISE 2015. Les modalités de soumission des contributions sous forme d'articles seront précisées très prochainement. Les propositions de publications sous forme de résumés (ou d'articles complets) devront parvenir impérativement avant le 15 novembre 2014 avec une réponse du comité scientifique avant la fin de l'année 2014. Les articles complets devront parvenir avant le 31 mai 2015 pour pouvoir être pris en compte.

LES SOUTIENS



LES PARTENAIRES

